

ENGIE : ÉVITER LE PIRE, C'EST ENCORE POSSIBLE !

Les résultats du 1^{er} trimestre 2022 sont très bons mais sans lien avec la stratégie Clamadieu...

Le résultat courant d'Engie début 2022 est en hausse de 75 % par rapport au même trimestre 2021, soit un gain de 1.5 milliards d'euros. Mais cette progression ne traduit nullement la réussite de la stratégie Clamadieu, car 1.4 milliards sont directement liés à l'augmentation des prix de l'énergie et non à la croissance de l'activité. De plus, tous ces gains proviennent des activités hors stratégie Clamadieu (ciblée sur les renouvelables et infrastructures) à savoir 0.5 Md sur le Négoce-Trading, 0.5 Md sur le nucléaire (Electrabel), 0.3 Md sur le thermique classique, 0.2 Md sur l'hydroélectricité française historique. Cette amélioration des résultats est donc liée à des événements externes, qui pénalisent les citoyens, mais qui masquent la réalité du Groupe.

Une amélioration des résultats liée à des événements externes

Un nucléaire qui partirait et un renouvelable à la peine

La crise énergétique a conduit le gouvernement Belge à revoir brutalement sa politique énergétique. Il a demandé la prolongation des deux tranches nucléaires qui devaient être fermées en 2025 (les autres fermeront sur la période 2022-2024). La Direction d'Engie essaye d'en profiter pour négocier la reprise par l'État Belge du démantèlement du nucléaire (c'est l'idée, même si les conditions exactes ne sont pas connues). Si tel devait être le cas, un paiement en solde de tous comptes déchargerait Engie de toutes ses obligations et cette sortie accélérée d'Electrabel du nucléaire écarterait tout risque financier lié au démantèlement futur.

Si Engie s'enorgueillit de son plan de développement dans les renouvelables (EnR), les investissements prévus sur les prochaines années sont, eux, plutôt en baisse, et sont bien loin de ceux de ses concurrents : 2,3 Md €/an pour Engie contre 17 pour Enel, 15 pour Iberdrola... En 2030, Engie serait donc très loin d'Enel et largement dépassé par Iberdrola, et même par Total alors qu'il part pourtant de beaucoup plus bas. Ainsi, la stratégie Clamadieu consistant à

se spécialiser dans les EnR au lieu de rester un généraliste de l'énergie se dirige tout droit vers un échec, faute d'investissements suffisants. Car l'équation financière est impossible : les cessions d'activités ont érodé les rentrées de revenus alors que les dividendes sont toujours aussi élevés.

Une logique financière de vente à la découpe

La logique initiée par Mme Kocher en 2016 était de réorienter le Groupe en cédant massivement les activités historiques (exploration & production, GNL, électricité thermique) et en investissant dans les nouvelles activités : les EnR essentiellement. Mais la réalité fut tout autre. Les dividendes massifs distribués ont accaparé la majeure partie des produits de cessions (10 Md € de dividendes pour 15 Md € de cessions de 2016 à 2018). Et le plan Clamadieu prévoit des montants voisins ! Ainsi, les cessions creusent un trou que les investissements ne comblent pas. La raison en est simple, mais soigneusement camouflée : l'État veut céder Engie depuis 10 ans et les banques d'affaires conseillent de vendre par morceaux, car c'est bien plus juteux. Les « dividendes » sont donc, en grande partie, une restitution des cessions offerte aux actionnaires et il s'agit bien là d'un démantèlement.

Les cessions creusent un trou que les investissements ne comblent pas



L'État veut céder Engie depuis 10 ans

Après Equans, une cession d'Engie ?

Endel, qui réalise de la maintenance industrielle, notamment dans le nucléaire, est déjà vendu à Altrad, et les cessions se poursuivent avec Equans (regroupant les activités de service Ineo, Axima...) qui sera vendu à Bouygues d'ici fin 2022 : c'est la plus grosse vente du Groupe. Endel et Equans représentent la moitié des effectifs du Groupe dans le monde et 22 % du chiffre d'affaires. Pourtant, la transition énergétique réclame des moyens humains et financiers, notamment dans l'efficacité énergétique et la gestion des bâtiments. Et si la direction d'Engie conserve Cofely, cela ne vise que les réseaux de chaleur. Rappelons qu'en 2019, Mme Kocher faisait des Services sa priorité, avec le soutien du Conseil d'Administration, qui, un an plus tard, validait la cession d'Equans...

Après ces cessions, il ne restera dans Engie que les activités achats/ventes de gaz et d'électricité (Négoce, Commerce), les activités de production d'électricité thermique (ETF en F) et hydraulique (CNR et Shem en F), les infrastructures gazières en France (GRDF, GRTgaz, Storengy et Elengy) et électriques, les énergies renouvelables (Engie Green en F), les réseaux de chaleur (Cofely Réseaux, CPCU) et les services énergétiques concernant la pose et l'entretien de chaudières. Mais les cessions ne sont hélas pas terminées : c'est une véritable dilapidation de « feu Gaz de France » !

Une véritable dilapidation de « feu Gaz de France » !

Ainsi « débarrassée » de l'activité nucléaire et d'une grande part des activités « Services », ce qui resterait d'Engie risque alors d'être vendu en deux gros morceaux. Une partie « infrastructures » pourrait être cédée à des fonds de pensions ou d'investissement de long terme très friands

de ce type d'activités (comme Meridiam dont une des directrices n'est autre que l'ancienne DGA d'Engie en charge des Infrastructures). GRTgaz et Elengy n'étant d'ailleurs plus détenus par Engie qu'à 60 %. Un pas de plus serait alors effectué dans le sens de la dérégulation européenne de l'énergie : une coupure totale entre les infrastructures et l'approvisionnement. Ce serait la déstructuration totale de la chaîne gazière, pourtant longtemps combattue par la CGT, et y compris par l'État français.

Ce qui resterait d'Engie risque d'être vendu en deux gros morceaux

Le restant, hors infrastructures et en particulier : Commerce, EnR, Production d'électricité pourrait faire l'objet d'une OPA de Total qui cherche à se développer rapidement, précisément sur ces activités. Total a déjà acheté la partie Négoce GNL (et a failli acheter l'exploration production).

La CGT propose un retour à un Service Public intégré

La CGT, à l'opposé, propose une solution alternative dans son Programme Progressiste de l'Énergie : le retour d'Engie dans la sphère publique (certains programmes politiques reprennent cette idée). Cela devrait s'accompagner d'un arrêt immédiat des cessions, y compris de celle d'Equans, avec la constitution d'un service public de la transition énergétique, un plan d'investissement dans l'énergie et des services thermiques. C'est cette solution, possible et réaliste, que la CGT impulsera dans les semaines et les mois à venir autour d'un plan ambitieux, à construire, pour répondre aux besoins sociaux et environnementaux des citoyens. Car c'est un contresens historique que de se débarrasser des outils de service public qui sont à la main de l'État, et ce qui est vrai pour Engie, l'est aussi pour EDF !

